

Au lendemain des municipales, la gauche offre-t-elle vraiment une alternative à Sarkozy ?

Le nouveau président de la République se trouve dans une situation difficile. De nombreux courtisans, qui ne juraient que par lui il y a quelques semaines, ont tendance aujourd'hui à lui faire porter, seul, le chapeau de la perte de municipalités tenues par l'UMP.

Certes, le poids des sondages étant ce qu'il est, la chute vertigineuse de popularité de Nicolas Sarkozy, depuis début janvier, l'expose fortement aux critiques d'élus qui commencent à trembler pour leur mandat, sans parler de la campagne très agressive dont il est victime sur Internet ou dans certains médias (Marianne, Libération), où tous les coups semblent permis pour l'affaiblir, surtout ceux qui visent sa personne.

Mais il faudrait, plutôt que de se perdre dans ce qui demeure des détails (dérapage verbal, Carla Bruni, yacht de Bolloré, Fouquet's) bien comprendre d'abord pourquoi Nicolas Sarkozy a gagné aussi nettement une élection présidentielle que certains, à gauche, prétendaient imperdable.

Il a su mettre en avant, comme le remarque fort bien Jean-Michel Quatrepoint, dans la lettre A (1) (2), avec justesse, certains thèmes : baisse du pouvoir d'achat, croissance insuffisante, Europe trop ouverte et qui ne fait pas suffisamment valoir ses intérêts, allant jusqu'à prôner des mesures protectionnistes sur le textile, par exemple.

Il a su, d'autre part, remettre en avant l'amour de la France, de la République, des Français qui se lèvent tôt, donc du petit peuple, grâce aux discours d'Henri Guaino, alors que, un an auparavant, il disait, aux Etats-Unis, son aversion d'un

modèle, issu de la Résistance, qui lui fait penser parfois qu'il est un étranger dans son propre pays.

C'est parce qu'il a su couper l'herbe sous le pied d'une gauche incapable de parler du monde du travail, incapable de raisonner autrement que par les règles libre-échangistes de l'Europe, incapable de comprendre les demandes de sécurité des plus vulnérables, que Nicolas Sarkozy, bien qu'issu de la majorité sortante, a su infliger une défaite cinglante à Ségolène Royal et à tous ses alliés.

Ils sont bien rares les économistes qui, comme Jacques Sapir, osent mettre en avant des idées de protectionnisme social, au niveau français et européen (3). Nicolas Sarkozy a su caresser ce thème dans le sens du poil, remettant en cause, dans ses discours, le dogme sacré du tout-échangisme de tous les Européistes de droite et de gauche.

Les Français ont voulu croire à la belle histoire que Nicolas Sarkozy leur a racontée. Ils ont pensé possible que la politique soit réhabilitée, et qu'elle puisse tenir tête à la logique financière. Ils ont été séduits par le volontarisme d'un Président avec qui « tout devenait possible ». Ils lui ont donné une chance.

Le réveil est aujourd'hui douloureux. Les citoyens savent compter, et ils n'ont pas attendu certaines enquêtes pour constater que tout augmente, sauf leur salaire. Prendre une amende de 90 euros, parce qu'on a roulé à cinquante-cinq kilomètres-heure, sur une deux voies limitée à cinquante, à deux kilomètres de l'entrée d'une ville, devient un drame pour de nombreux foyers. Les difficultés croissantes rencontrées pour boucler son budget provoquent une rage que l'étalage de l'opulence d'une minorité rend explosive.

La vraie question, que personne ne lui a posée, dans cette campagne, est celle des moyens que devait se donner un Président de la République pour faire appliquer un tel programme. Son discours de candidat était-il compatible avec la ratification du traité de Lisbonne ?

Dans une émission télévisée, Sous les pavés, La télé libre, le 3 mars, (4) Jacques Attali, auteur du fameux rapport, a

confirmé, de manière terrible, ce que les souverainistes ne cessent de déplorer en particulier depuis Maastricht, à savoir que le Président perd de son pouvoir : « Sur la fonction [de Président de la République] qui s'abîme, c'est évident. Elle s'abîme institutionnellement. Si vous regardez le président actuel, il a perdu au moins six des pouvoirs de François Mitterrand : Il n'y a plus la monnaie, donc la dévaluation ça n'existe plus. Il n'y a plus les nationalisations, il n'y a plus la politique industrielle. La globalisation fait que tout le monde est maître de ce qui se passe en France. La décentralisation a fait perdre l'essentiel des pouvoirs de la France. L'Union Soviétique ayant disparu, le grand pouvoir de thaumaturge du Président de la République qui était le droit de vie ou de mort [via la bombe atomique] a disparu, et enfin la construction européenne. » Et l'ancien conseiller de François Mitterrand, auteur des « 316 propositions » commandées par le Président Sarkozy, de conclure : « Progressivement, l'État s'est dissous dans la réalité de la globalisation. Le Président n'est que l'incarnation de cette dissolution, quel qu'il soit. »

Il faut reconnaître que ce diagnostic a le mérite d'être clair.

De mauvaises langues pourraient s'interroger, par ailleurs, sur l'intérêt de la commission Attali et de ses 43 « experts ». Pourquoi conseiller un président qui n'a plus aucun pouvoir ? Tout simplement pour aller au bout de la logique, et faire disparaître les dernières spécificités françaises, en transformant la France en un pays anglo-saxon de plus (5).

Inscrire la diversité dans la constitution, donc d'introduire une politique des quotas, et de parler de Dieu à longueur de discours, s'inscrit parfaitement dans cette logique, qui s'appuie sur le communautarisme et la religion, pour mieux casser les solidarités sociales.

Il reste à un président de la République politiquement de plus en plus impuissant le seul pouvoir de faire du vent, pour faire croire au peuple qu'il existe vraiment.

Reste que, même si Nicolas Sarkozy paie au prix fort les espoirs déçus qu'il a engendrés, ce n'est certainement pas la gauche qu'on a vue dimanche soir sur les plateaux de télévision, qui est porteuse, aujourd'hui, d'une alternative crédible à l'UMP et au président de la République. Entre un parti socialiste qui aide Nicolas Sarkozy à faire ratifier le traité de Lisbonne (au mépris des promesses de Ségolène Royal) et une autre partie de la gauche qui ânonne, « Non à cette Europe, oui à l'Europe sociale », aucun n'est porteur d'une alternative qui redonne un vrai pouvoir à un futur président de la République, et aux élus du Peuple.

Il est vrai qu'il demeure, (en principe !!!) dans la pratique des fonctions régaliennes de l'Etat (maintien de l'ordre, justice, défense du territoire), des différences de conception entre la gauche et la droite, comme il en demeure dans la conception du service public, dont l'école publique, ou de la redistribution. Mais les marges de manœuvre des élus sont de plus en plus limitées.

Au-delà des résultats circonstanciels des élections municipales d'hier, la crise de confiance entre le Peuple de France et ses élites ne peut que se renforcer. Quand la fonction présidentielle n'est plus respectée (ce qui est grave), et que les citoyens constatent de plus en plus que leurs élus n'ont plus les moyens de les protéger, ils ne peuvent que s'interroger sur l'intérêt de continuer à voter pour des élus sans véritable pouvoir, ni projet alternatif.

Alors que le Front national s'effondre, que les Verts disparaissent, et que le Modem se vend au plus offrant, il y aurait un boulevard pour un parti, qui, s'appuyant sur les idéaux de la République, offrirait une vraie alternative à l'UMPS, sur quelques questions essentielles : le retour de la Nation contre l'Europe libérale, la République une et indivisible contre les Régions, la laïcité contre le retour du religieux dans le politique, le protectionnisme social contre le libre-échange, la défense des conquêtes sociales contre la concurrence des délocalisations et de la libre circulation de la force de travail... Bref, des réponses de bon sens que les

citoyens attendent des politiques, pour les protéger de la loi de la jungle.

Lucette Jeanpierre

(1)

http://www.marianne2.fr/Dieu-sauvera-t-il-l-Europe-_a84621.html

(2) www.LaLettreA.fr

(3) <http://dsedh.free.fr/transcriptions/Sapir153.htm>

(4) <http://light.vpod.tv/?s=0.0.440453>

(5) <http://www.observatoiredeleurope.com/>